

## Délégations et Offices parlementaires

### Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST)

L'Office, qui a célébré le 11 mai 2004 son 20<sup>e</sup> anniversaire en présence des Présidents Jean-Louis Debré et Christian Poncelet, a procédé au cours de la session à l'installation de son Conseil scientifique composé de 24 personnalités. Sur saisine du Bureau de l'Assemblée, l'Office conduit actuellement une étude sur «*les freins au développement de la recherche en France*» qui viendra compléter la réflexion déjà engagée par le Parlement sur ce sujet. Les parlementaires de l'Office se sont mobilisés pour aller à la rencontre de tous les acteurs de la recherche dans leurs circonscriptions, afin de préparer les propositions les plus aptes à rendre à notre pays son rang dans ce domaine stratégique. L'Office a également organisé le 29 janvier une audition, ouverte à la presse, réunissant tous les acteurs de la crise de la légionellose qui s'est déclarée en octobre 2003 dans le Pas-de-Calais. Cette audition a permis notamment d'analyser en profondeur la gestion de la crise. En choisissant d'intervenir avec une

telle promptitude, l'Office s'est placé résolument dans la perspective du développement du rôle d'information, d'évaluation et de contrôle du Parlement, dans un contexte général où les problématiques scientifiques occupent de plus en plus une place centrale dans le débat politique. En outre, durant la session, l'Office a choisi trois nouveaux thèmes d'études : - les techniques de restauration des œuvres d'art et la protection du patrimoine face aux attaques du vieillissement et des pollutions, - le risque épidémique, - la définition et les implications du concept de voiture propre. Il a poursuivi trois études engagées lors de la précédente session sur : - l'application des lois de 1998 et 2001 sur la sécurité sanitaire et environnementale, - la place des biotechnologies en France et en Europe, - l'état d'avancement et les perspectives des recherches sur la gestion des déchets radioactifs. Il a enfin adopté quatre rapports sur : - les conséquences des modes

d'appropriation du vivant, - les nouveaux apports de la science et de la technologie à la qualité et à la sûreté des aliments, - les nanosciences et le progrès médical, - les télécommunications à haut débit et Internet au service du système de santé.

DÉPUTÉS MEMBRES DU BUREAU	
PRÉSIDENT	 <b>Claude Birraux</b> (UMP)
VICE-PRÉSIDENTS	<b>Claude Gatignol</b> (UMP) <b>Pierre Lasbordes</b> (UMP) <b>Jean-Yves Le Déaut</b> (Soc)
ACTIVITÉ DE L'OFFICE	
RÉUNIONS	15 DURÉE 41 h 00
SAISINES	3 ÉTUDES DE FAISABILITÉ 4
RAPPORTS ADOPTÉS	4 ÉTUDES EN COURS 7
PERSONNALITÉS ENTENDUES	82
DONT	4 MEMBRES DU GOUVERNEMENT

### Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé (OPEPS)

L'Office, dont la mission centrale est d'éclairer les choix en matière de politique de santé, a mis à profit sa première session entière d'activité pour se saisir de deux priorités nationales : le dépistage du cancer du sein et la prévention des handicaps de l'enfant, à propos desquelles il a publié deux importants rapports les 17 et 21 juin 2004. Il a en outre lancé deux nouvelles études, la première sur la nutrition et la prévention de l'obésité, la seconde sur la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées.

DÉPUTÉS MEMBRES DU BUREAU	
PREMIER VICE-PRÉSIDENT, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES, FAMILIALES ET SOCIALES	 <b>Jean-Michel Dubernard</b> (UMP)
VICE-PRÉSIDENTS	<b>Jacqueline Fraysse</b> (CR) <b>Jean-Marie Le Guen</b> (Soc)
RAPPORTEUR DU PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR L'ASSURANCE MALADIE	<b>Jean-Pierre Door</b> (UMP)
SECRÉTAIRE	<b>Jean Bardet</b> (UMP)

### Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

C'est le 7 octobre 2003 que la Délégation a adopté le rapport de la Présidente Marie-Jo Zimmermann présentant le bilan de l'activité de la Délégation de juillet 2002 à juillet 2003 ainsi qu'une étude approfondie sur le suivi de la loi du 9 mai 2001 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Et c'est dans le droit-fil de cette action que le Président Jean-Louis Debré a ouvert le colloque organisé par la Délégation à l'Assemblée nationale le 27 novembre sur «*L'égalité professionnelle : un combat permanent*», appelant à cette occasion parlementaires des deux assemblées, chefs d'entreprises, chercheurs, syndicalistes et membres du Conseil économique et social à œuvrer de concert pour faire reculer partout les inégalités entre hommes et femmes.

Saisie du projet de loi relatif au divorce, la Délégation a adopté en mars 2004 le rapport de Mme Geneviève Lévy qui insiste notamment sur la nécessité de mieux protéger le conjoint le plus vulnérable, particulièrement quand il est victime de violences conjugales. Elle a également estimé que l'attribution de la prestation compensatoire devrait tenir compte de la situation des femmes d'un certain âge qui, n'ayant pas travaillé, n'ont pas de droits personnels à la retraite et se retrouvent sans ressources au moment du divorce. Enfin, et dans le cadre de la coopération parlementaire qu'elle entretient avec ses homologues de l'Union européenne, la Délégation a vigoureusement défendu l'inscription de l'égalité entre les hommes et les femmes à l'article 2 du projet de Constitution européenne.

### Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire

La Délégation a conclu les travaux sur la gestion des déchets ménagers et la politique de l'eau qu'elle avait engagés durant la session précédente par deux rapports d'information, dont l'un rédigé par le Président Émile Blessig, qui ont permis d'éclairer le travail de réforme de la loi du 16 décembre 1964 sur l'eau. La Délégation a par ailleurs consacré une grande partie de ses travaux à l'analyse de la désindustrialisation du territoire. Sur ce sujet difficile, aux implications économiques et sociales majeures, elle s'est efforcée de comprendre le décalage entre des statistiques rassurantes et l'inquiétude croissante de nos concitoyens et a émis des propositions pour que notre pays s'adapte mieux à l'accélération des mutations économiques.

MEMBRES DU BUREAU	
PRÉSIDENT	 <b>Émile Blessig</b> (UMP)
VICE-PRÉSIDENTS	<b>Jean Launay</b> (Soc) <b>Serge Poignant</b> (UMP) <b>Max Roustan</b> (UMP)
SECRÉTAIRES	<b>André Chassaigne</b> (CR) <b>Philippe Folliot</b> (app. UDF)
ACTIVITÉ DE LA DÉLÉGATION	
RÉUNIONS	16 DURÉE 20 h 30
AUDIITIONS	16 PERSONNALITÉS
RAPPORTS	3 RAPPORTS D'INFORMATION

MEMBRES DU BUREAU	
PRÉSIDENTE	 <b>Marie-Jo Zimmermann</b> (UMP)
VICE-PRÉSIDENTS	<b>Danielle Bousquet</b> (Soc) <b>Anne-Marie Comparini</b> (UDF) <b>Édouard Courtial</b> (UMP) <b>Geneviève Levy</b> (UMP)
SECRÉTAIRES	<b>Brigitte Barèges</b> (UMP) <b>Muguette Jacquaint</b> (CR)
ACTIVITÉ DE LA DÉLÉGATION	
RÉUNIONS	22 DURÉE 34 h 00
AUDIITIONS	32 PERSONNALITÉS
RAPPORTS	3 RAPPORTS D'INFORMATION